

Unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 01/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR

19 avenue Jules CARTERET
69007 Lyon

Références : UD35/2025-486
Code AIOT : 0005501424

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR implanté ZI des Grandes Landes 14-16 rue Blaise Pascal 35580 Guichen. L'inspection a été annoncée le 23/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente inspection est réalisée dans le cadre du programme d'inspections annuel de l'inspection des installations classées.

Elle porte sur le respect des prescriptions du BREF STS et de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 qui sont entrées en application le 09/12/2025 et plus particulièrement sur la conformité du plan de gestion des solvants (PGS) et des rejets atmosphériques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PLASTIC OMNIUM AUTO EXTERIEUR
- ZI des Grandes Landes 14-16 rue Blaise Pascal 35580 Guichen
- Code AIOT : 0005501424
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PLASTIC OMNIUM est spécialisée dans la fabrication de pièces en plastiques pour l'industrie automobile. Le site de Guichen produit notamment les parechocs, les hayons pour le site PSA de Rennes La Janais (C5 aircross, peugeot 5008).

En lien avec cette production, les activités suivantes sont donc développées sur le site :

- Injection plastique,
- Peinture,
- Assemblage des pare-chocs et montage des hayons,
- Stockage et livraison.

Les installations sont autorisées par arrêté préfectoral du 10 février 2004 modifié par les APC des 12 décembre 2008, 17 septembre 2020 et 10 avril 2023.

Les sites est IED avec pour BREF principal le BREF STS dont les meilleures techniques disponibles ont été publiées le 09/12/2020.

L'exploitant a transmis son rapport de réexamen en décembre 2021. Celui-ci a fait l'objet d'un rapport de la part de l'inspection des installations classées en date du 24/11/2022. L'exploitant déclare ses déchets et son PGS sur GEREPEP chaque année.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

A noter que le jour de l'inspection, la chaîne peinture ne fonctionnait pas suite à une réduction de l'activité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conformité des émissaires des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article articles 49 et 50	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Conformité du plan de gestion des solvants-I1	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
6	Conformité du plan de gestion des solvants-O1	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
9	Conformité du plan de gestion des	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	solvants-O4			
11	Conformité du plan de gestion des solvants-O6	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
16	Conformité du plan de gestion des solvants-Suivi des modifications	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.c	Demande d'action corrective	6 mois
18	Respect des VLE-Total des émissions	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 3.2.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
19	Respect des VLE-Emissions canalisées et émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 3.2.1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
20	Respect des VLE-Traitement thermique	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 3.2.1.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
23	Plan de gestion des solvants-APC 2008	AP Complémentaire du 12/12/2008, article article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Abandon du schéma de maîtrise des émissions	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article article 4	Sans objet
2	Fréquence de transmissions du plan de gestion des solvants	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article article 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Conformité du plan de gestion des solvants-I2	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Sans objet
7	Conformité du plan de gestion des solvants-O2	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Sans objet
8	Conformité du plan de gestion des solvants-O3	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Sans objet
10	Conformité du plan de gestion des solvants-O5	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Sans objet
12	Conformité du plan de gestion des solvants-O7	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Sans objet
13	Conformité du plan de gestion des solvants-O8	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Sans objet
14	Conformité du plan de gestion des solvants-O9	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a	Sans objet
15	Conformité du plan de gestion des solvants-Système de suivi	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.b	Sans objet
17	Surveillance des émissions dans les gaz résiduels	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 2.9.2	Sans objet
21	Respect des VLE-Poussières	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 3.2.1.4	Sans objet
22	Respect des VLE-APC 2008	AP Complémentaire du 12/12/2008, article article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de gestion réalisé jusqu'à présent n'est pas assez détaillé et précis pour se prononcer sur la conformité de l'installation aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 02/03/2022. Le prochain PGS doit être complété et apporter les éléments démontrant la représentativité et la fiabilité des valeurs déclarées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Abandon du schéma de maîtrise des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Les schémas de maîtrise des émissions de composés organiques volatils (COV) pris en application de l'article 27, 7°, e de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé ne sont plus applicables.
Constats : Dans les déclarations GERE, l'exploitant indique mettre en œuvre un schéma de maîtrise des émissions (SME). Lors de l'inspection, il a été constaté qu'il s'agissait d'une erreur dans la déclaration. L'exploitant n'utilise pas de schéma de maîtrise des émissions.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller lors de la prochaine déclaration à ne pas cocher la case « Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions (SME) ».
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fréquence de transmissions du plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, au moins une fois par an, un plan de gestion des solvants sur la base des entrées et sorties de solvants dans l'unité conformément à la partie 4 de l'annexe au présent arrêté (annexe VII, partie 7, point 2 de la directive 2010/75/UE).
Constats : L'exploitant établit bien son plan de gestion des solvants (PGS) qu'il met à jour une fois par an et déclare sur GERE. Les PGS 2021, 2022, 2023 et 2024 sont consultables sur GERE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des émissaires des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article articles 49 et 50
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 49 Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

Notamment, les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Article 50

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Constats :

L'exploitant indique la présence de trois émissaires susceptibles de rejeter des COV sur le site :

- l'incinérateur. L'air des cabines de peinture et de l'étude est aspiré et dirigé vers l'incinérateur. Du gaz naturel est utilisé en complément lorsque l'air en entrée de l'incinérateur n'est pas suffisamment concentré en COV.
- l'évacuation de la fosse peinture. Les résidus de peinture tombent à travers les caillebotis présents sur le sol des cabines de peinture. Deux rideaux d'eau entraînent ces résidus jusqu'à la fosse peinture. L'eau souillée du nettoyage des cabines de peinture tombe aussi dans la fosse peinture. L'air de la pièce est capté et évacué par un émissaire.
- l'évent du local de stockage. L'air de l'atelier de préparation des peintures (broirie) est capté et poussé vers le local de stockage. Le local de stockage est équipé d'un évent, grille protégée par des volets de forme rectangulaire et horizontale de 1.5X0.89m

Il confirme que l'émissaire de l'étuve mentionné dans le dossier de réexamen IED a été supprimé et que les rejets de l'étuve sont désormais traités dans l'incinérateur avec ceux des cabines de peinture.

L'exploitant précise que des mesures sont réalisées sur les rejets de l'incinérateur, de la fosse peinture et du local de stockage.

La dernière mesure des émissions a été réalisée par DEKRA le 19/03/2024.
DEKRA est bien accrédité pour ces mesures.

L'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle (19/03/2024) à l'inspection.

L'organisme de contrôle indique que les normes ne sont pas toutes respectées dans le cadre de la réalisation de ces mesures:

Event local peinture :	Le débit est donné à titre indicatif du fait de la taille de la section de mesurage et de l'absence d'orifices qui ne respectent pas les normes.
Extraction fosse peintures :	Il y a un écart à la norme du fait du non respect des distances amont ou aval requises. Impact possible faible sur les résultats de vitesse, débits et flux.
Sortie incinérateur aval :	Il y a un écart à la norme du fait du non respect des distances amont ou aval requises et de la variation des pressions. Impact possible faible sur les résultats de vitesse, débits, flux et concentration. Le débit est donné à titre indicatif.

L'aménagement des émissaires ne permet pas la réalisation des analyses dans des condition permettant le respect des normes.

Le jour de l'inspection une odeur de solvant était perceptible dans la broirie et dans le local de stockage alors que la chaîne de peinture était à l'arrêt.

La gestion de l'air de la broirie qui se déverse dans le local de stockage avant rejet à travers la grille de l'évent n'est pas optimale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit modifier les émissaires de manière à ce que les mesures réalisées puissent respecter les normes.

Une réflexion doit être menée pour canaliser l'air de la broirie depuis le local jusqu'à l'extérieur (sans déversement dans le local de stockage). De même pour le local de stockage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Conformité du plan de gestion des solvants-I1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

Prescription contrôlée :

Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée.

Consiste notamment à :

- déterminer et documenter les entrées et sorties de solvants organiques (par exemple, émissions dans les gaz résiduels, émissions de chaque source d'émission diffuse, solvants organiques rejetés dans les déchets) ;
- quantifier, sur la base d'éléments factuels, chaque entrée et sortie de solvant organique pertinent, en consignait la méthode utilisée (par exemple, mesurage, calcul à l'aide des facteurs d'émission, estimation fondée sur les paramètres d'exploitation) ;
- déterminer les principales sources d'incertitude de la quantification susmentionnée, et mettre en œuvre des mesures correctives visant à réduire cette incertitude ;
- mettre à jour régulièrement les données relatives aux entrées et sorties de solvants organiques.

I1 : La quantité de solvants organiques, à l'état pur ou dans des mélanges achetés, qui est utilisée dans les installations pendant la période au cours de laquelle le plan de gestion des solvants est calculé.

Constats :

L'exploitant déclare utiliser différents solvants organiques à différentes étapes de son process. Il indique utiliser notamment :

- 1 solvant pour le nettoyage (achat par GRV en plastique de 1 000L)
- 1 solvant pour l'apprêt (achat en fûts en plastique de 200kg)
- 30 solvants pour les bases (achat en pots métalliques de 20kg)
- 4 solvants pour les vernis (achat en fûts en plastique de 200kg)
- 5 solvants pour les diluants (achat par GRV en plastique de 1 000L)

La liste des produits transmise par l'exploitant contient 51 produits commerciaux pour environ 80 substances. Aucune n'est répertoriée CMR.

En grande majorité, l'exploitant précise utiliser de l'acétate de butyle et du xylène (environ 60%), ainsi que de l'éthylbenzène.

L'exploitant précise qu'aucun solvant CMR n'est utilisé.

Un travail d'inventaire de l'ensemble des produits commerciaux utilisés précisant le ou les solvants présents, la proportion de solvant, le résidu sec, est en cours. Il devrait être finalisé pour le PGS 2025.

L'exploitant indique suivre ses achats et ses consommations au niveau de la chaîne de peinture. Un tableau de suivi a été mis en place. Il permet de comparer la consommation de solvant par robot à la production et de repérer rapidement toute anomalie

Lors de l'inspection, le document de travail de l'inventaire en cours de réalisation a été projeté par l'exploitant. Le tableau de suivi mis en place au niveau de la chaîne peinture a également été présenté.

Ces documents sont à finaliser et à compléter (cf ci-dessous).

Le local de préparation des revêtements et le local de stockage ont été visités.

Ni les étiquettes, ni les fiches de sécurité des produits solvants présents n'ont été contrôlées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le PGS doit contenir la liste des produits commerciaux utilisés, le taux de solvant, le nom des solvants, les phrases de risques de chaque solvant, la proportion de chaque solvant, la quantité d'extrait sec. Il est indispensable de finaliser le tableau de l'inventaire en cours de réalisation qui sert de base au PGS.

I1 est la quantité de solvants utilisée. Il s'agit donc de la quantité de solvant achetée moins la quantité de solvant en stock. L'exploitant doit s'assurer de l'exactitude de son calcul et le détailler dans le PGS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Conformité du plan de gestion des solvants-I2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

Prescription contrôlée :

Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée
[...]

I2 : La quantité de solvants organiques à l'état pur ou dans des mélanges récupérés et réutilisés comme solvants à l'entrée de l'unité. Le solvant organique recyclé est compté chaque fois qu'il est utilisé pour exercer l'activité.

Constats :

Le PGS actuel n'identifie aucun recyclage de solvants en interne. L'exploitant confirme ne réaliser aucune régénération en interne.

Ce point n'a pas été spécifiquement contrôlé durant l'inspection. Aucun dispositif de régénération de solvant interne n'a été constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité du plan de gestion des solvants-O1

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée. [...]</p> <p>O1 : Emissions dans les gaz résiduaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique la présence de trois émissaires susceptibles de rejeter des COV sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'incinérateur. • l'évacuation de la fosse peinture. • l'évent du local de stockage. <p>Il confirme que l'émissaire de l'étuve mentionné dans le dossier de réexamen IED a été supprimé et que les rejets de l'étuve sont désormais traités dans l'incinérateur avec ceux des cabines de peinture.</p> <p>L'exploitant précise que des mesures sont réalisées sur les rejets de l'incinérateur, de la fosse peinture et du local de stockage.</p> <p>Ces mesures sont réalisées une fois par an par un organisme accrédité sur trois essais de 30 minutes sur chaque émissaire.</p> <p>Durant les mesures, il indique que:</p> <ul style="list-style-type: none"> • la chaîne peinture fonctionne normalement. Les pièces à peindre sont positionnées sur des supports. Chaque support passe successivement dans les trois cabines de peinture (environ 2 minutes dans chaque cabine). Selon l'exploitant, la quantité de matière utilisée est pratiquement la même quelles que soient les pièces à peindre. En outre, selon lui, la quantité de solvant est également pratiquement la même quelles que soit la matière appliquée et le nombre de changements de couleur et donc de rinçages réalisés. • les arrivées de matières dans la fosse sont continues. • les opérations dans la broirie sont régulières. <p>Aussi selon l'exploitant, une mesure sur 30 minutes est représentative des émissions de l'installation.</p> <p>Enfin l'exploitant indique comptabiliser dans O1 les rejets de l'incinérateur et les rejets de la fosse peinture.</p> <p>Les rejets de l'évent du local de stockage sont comptabilisés dans O4.</p> <p>La dernière mesure des émissions a été réalisée par DEKRA le 19/03/2024.</p> <p>DEKRA est bien accrédité pour ces mesures.</p>

L'exploitant a transmis le dernier rapport de contrôle (19/03/2024) à l'inspection. L'analyse de ce rapport montre :

Les mesures réalisées mettent en évidence des fluctuations significatives des concentrations en COV :

au niveau de l'évent du local de stockage

	MIN	MAX	MOY	M O Y NORMALISÉE	FLUX
de 10h16 à 10h46	60,38 ppm	126,41 ppm	88,6 +/-16 ppm	144,5 + / - 2 8 m g / N m 3	1334,2 +/-459 g/h
de 10h46 à 11h16	35,28 ppm	139,71 ppm	66,9 +/-16,8 ppm	109,1 + / - 2 8 m g / N m 3	1006,6 +/-383 g/h
de 11h16 à 11h46	30,22 ppm	58,118 ppm	35,5 +/-16,8 ppm	57,8 + / - 2 7 , 3 m g / N m 3	533,8 +/-295 g/h

au niveau de la fosse peinture

	MIN	MAX	MOY	M O Y NORMALISÉE	FLUX
de 10h28 à 10h58	16,60 ppm	44,31 ppm	34,6 +/-16,8 ppm	56,4 + / - 2 7 , 2 m g / N m 3	137,5 +/-68 g/h
de 10h58 à 11h28	32,92 ppm	42,63 ppm	36,8 +/-16,8 ppm	59,9 + / - 2 7 , 3 m g / N m 3	148,7 +/-69 g/h

de 11h28 à 11h58	18,73 ppm	43,11 ppm	35,4 +/-16,8 ppm	57,6 + / - 2 7 , 2 m g / N m 3	142,2 +/-68 g/h

au niveau de l'amont de l'incinérateur

	MIN	MAX	MOY	M O Y NORMALISÉE	FLUX
de 14h00 à 14h30	851,46 ppm	1064,59 ppm	949,4 +/-26 ppm	1557,6 + / - 3 7 1 m g / N m 3	13442,3 +/-3259 g/h
de 14h30 à 15h00	972,56 ppm	1132,18 ppm	1002,8+/-226 ppm	1676,2 + / - 3 7 0 m g / N m 3	14800,9 +/-370 g/h
de 15h00 à 15h30	906,31 ppm	1091,08 ppm	993,1 +/-226 ppm	1629,3 + / - 3 7 1 m g / N m 3	15347,7 +/-3559 g/h

A noter que l'organisme de contrôle indique que les normes ne sont pas toutes respectées dans le cadre de la réalisation de ces mesures:

Event local peinture :	Le débit est donné à titre indicatif du fait de la taille de la section de mesurage et de l'absence d'orifices qui ne respectent pas les normes.
Extraction fosse peintures :	Il y a un écart à la norme du fait du non respect des distances amont ou avale requises. Impact possible faible sur les résultats de vitesse, débits et flux.

Sortie incinérateur aval :	Il convient Il y a un écart à la norme du fait du non respect des distances amont ou avale requises et de la variation des pressions. Impact possible faible sur les résultats de vitesse, débits, flux et concentration. Le débit est donné à titre indicatif.

Le jour de l'inspection l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer ces fluctuations.

En conséquence, l'inspection estime que les rejets ne sont pas stables et que des mesures sur seulement 30 minutes ne sont pas représentatives des émissions de l'activité.

L'inspection a permis de visiter l'ensemble de la chaîne de peinture, la broirie, le local de stockage et la fosse peinture. L'émissaire de l'incinérateur et l'évent du local de stockage ont été visualisés.

Comme des mesures peuvent être réalisées sur l'évent du local de stockage, ce rejet est à considérer dans les émissions canalisées et donc à comptabiliser en O1 et non en O4 comme cela apparaît dans le PGS actuel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit analyser l'origine des fluctuations constatées sur les différents rejets canalisés et doit déterminer une durée de mesure cohérente avec son process qui soit représentative des émissions de son activité. La durée de 30 minutes actuellement utilisée n'apparaît pas suffisante.

Comme des mesures peuvent être réalisées sur l'évent du local de stockage, ce rejet est à considérer dans les émissions canalisées et donc à comptabiliser en O1 et non en O4 comme cela apparaît dans le PGS actuel.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Conformité du plan de gestion des solvants-O2

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

Prescription contrôlée :

Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques

<p>pertinents, y compris l'incertitude associée [...]</p> <p>O2 : Pertes de solvants organiques dans l'eau, compte tenu du traitement des eaux résiduelles pour le calcul prévu dans O5.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que l'installation n'a aucun rejet aqueux. Tous les effluent liés au nettoyages des cabines de peinture vont dans la fosse peinture (O5). Les solvants de nettoyage sont récupérés pour être régénérés en externe (O8).</p> <p>L'inspection a permis de constater la présence des caillebotis dans les cabines de peinture et de la fosse peinture qui récupèrent les effluents liés au nettoyage des cabines de peinture. Les GRV récupérant les solvants de nettoyage utilisés ont également été constatés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Conformité du plan de gestion des solvants-O3

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée [...]</p> <p>O3 : La quantité de solvants organiques qui subsistent sous forme d'impuretés ou de résidus dans les produits issus de l'opération.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le passage par l'étuve des produits peints (20 minutes à 80°C) permet d'éliminer toute trace de solvant dans les produits finis.</p> <p>O3 est donc estimé à 0.</p> <p>Ce point n'a pas été contrôlé spécifiquement durant l'inspection. La chaîne de peinture entièrement robotisée s'achève bien par un passage dans l'étuve.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Conformité du plan de gestion des solvants-O4

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée [...]</p> <p>O4 : Emissions non captées de solvants organiques dans l'air. Cela comprend la ventilation générale de locaux qui s'accompagne d'un rejet d'air dans l'environnement extérieur par les fenêtres, les portes, les événements ou des ouvertures similaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique calculer O4 par la formule : $O4 = I1 - O1 - O5 - O6 - O7 - O8$. Il indique également comptabiliser les émissions de l'événement du local de stockage dans les émissions diffuses (O4).</p> <p>Comme vu au point de contrôle n°5, comme il est possible de réaliser une mesure sur l'événement du local de stockage, il s'agit d'un émissaire canalisé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit comptabiliser les émissions de l'événement du local de stockage dans les émissions canalisées (O1) et non dans les émissions diffuses (O4) comme cela est actuellement fait dans le PGS.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Conformité du plan de gestion des solvants-O5

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée [...]</p> <p>O5 : Pertes de solvants organiques et/ou de composés organiques dues à des réactions chimiques ou physiques (y compris de ceux qui sont détruits par incinération ou par d'autres traitements des gaz ou des eaux résiduaires, ou captés, à condition qu'ils ne soient pas comptés dans O5, O7 ou O8).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que son processus ne comprend aucune réaction chimique susceptible de détruire des solvants. Seul l'incinérateur détruit des solvants.</p>

Les COV détruits pas l’incinérateur sont estimés grâce à une mesure annuelle réalisée en amont et en aval de l’incinérateur (trois fois 30 minutes).

L’exploitant indique que l’incinérateur fonctionne en permanence. Une arrivée gaz compense les éventuelles baisses de la quantité de solvants présente dans les gaz en amont de l’incinérateur. En cas d’arrêt de l’incinérateur, une alerte est envoyée à l’exploitant et la chaîne de peinture est automatiquement arrêtée.

Comme déjà indiqué au point de contrôle n°5, l’exploitant estime qu’une mesure annuelle (3 fois 30 minutes) est représentative des émissions de son activité.

La dernière mesure des émissions a été réalisée par DEKRA le 19/03/2024.

DEKRA est accrédité pour ces mesures.

L’exploitant a transmis le rapport du laboratoire à l’inspection. L’analyse de ce rapport montre :

Les mesures réalisées mettent en évidence les résultats suivants :
au niveau de l’amont de l’incinérateur

	MIN	MAX	MOY	M O Y NORMALISÉE	FLUX
de 14h00 à 14h30	851,46 ppm	1064,59 ppm	949,4 +/-26 ppm	1557,6 + / - 3 7 1 m g / N m 3	13442,3 +/-3259 g/h
de 14h30 à 15h00	972,56 ppm	1132,18 ppm	1002,8+/-226 ppm	1676,2 + / - 3 7 0 m g / N m 3	14800,9 +/-370 g/h
de 15h00 à 15h30	906,31 ppm	1091,08 ppm	993,1 +/-226 ppm	1629,3 + / - 3 7 1 m g / N m 3	15347,7 +/-3559 g/h

au niveau de l’aval de l’incinérateur

	MOY NORMALISÉE	FLUX

de 14h00 à 14h30	33,7 +/-5 mg/Nm3	262,9 +/-37g/h
de 14h30 à 15h00	34,6 +/-5 mg/Nm3	226 +/-32 g/h
de 15h00 à 15h30	33,7+/-5 mg/Nm3	251,4 +/-36 g/h

Soit un rendement de l'incinérateur de :

de 14h00 à 14h30	97,8 %
de 14h30 à 15h00	97,9 %
de 15h00 à 15h30	97,9 %

Les rejets de l'incinérateur semblent stables.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Conformité du plan de gestion des solvants-O6

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

Prescription contrôlée :

Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée
[...]

O6 : Solvants organiques contenus dans les déchets collectés.

Constats :

L'exploitant indique ne comptabiliser dans ses déchets que les boues de peinture. Le code utilisé dans la déclaration déchets de GEREP est 14 06 03* (en 2024), 08 01 11* (2024 et 2023), 08 01 11* et/ou 08 01 19* (en 2022), 08 01 11* et/ou 08 01 19* et/ou 08 01 13* (2021).

L'exploitant déclare que la part de solvant dans les boues (9%) a été déterminée lors d'une analyse, a priori en 2011.

L'exploitant affirme que cette analyse est toujours valable, les produits et le process n'ayant pas

évolués depuis cette date.

Lors de l'inspection, d'autres déchets ont été identifiés :

- les pots métalliques de 20kg sont lavés sur place dans le local de stockage afin de ne plus contenir de solvant. Ils sont ensuite compactés et évacués dans les déchets métalliques recyclables.
- l'exploitant indique que les eaux de rinçage des pots métalliques de 20kg sont dirigées vers la fosse peinture.
- les fûts de 200kg sont rincés au solvant (mélange/rinçage en fond de fût et pompage pour utilisation) pour récupérer un maximum de solvant. Puis ils sont éliminés en déchets souillés. La quantité de solvant contenue dans ces fûts n'a pas été quantifiée. L'exploitant estime qu'elle est négligeable.
- les GRV de 1000L ne sont pas nettoyés. Ils sont récupérés par le fournisseur pour être réutilisés. La quantité de solvant contenue dans ces GRV n'a pas été quantifiée.
- les filtres des circuits d'air des cabines de peinture absorbent également des solvants. La quantité de solvant contenue dans les filtres usagés n'a pas été quantifiée. L'exploitant estime qu'elle est négligeable.

En absence de mesure, il est impossible de garantir que la quantité de solvant contenue dans les différents types de déchets est négligeable. A noter que les solvants non quantifiés en O5 se retrouvent de fait dans les émissions diffuses en O4.

Durant l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir mené plusieurs actions pour améliorer son process et diminuer sa consommation de solvant (ex en 2024 : Mise en place d'émulseur sur les robots de base 1 et 2 (réduction de 17 % de la consommation), changement de fournisseur de solvant >analyse extrait sec >résultat 3,4 %, réduction et réparation d'une fuite dans le système de récupération des solvants souillés du base 2).

Ces actions ont pu avoir un impact sur la quantité de solvant présente dans les déchets.

Enfin la comparaison des quantités de déchets déclarées sur GEREPE et celles déclarées dans le PGS montre des incohérences:

- 2024 = 140.414 t/an dans les déchets solvantés sur GEREPE contre 150.414t/an dans le PGS.

L'exploitant indique que : les déclarations sont réalisées en prenant en compte les dates d'expédition des déchets de dusite. La benne n° BSD-20241210-VV6W2T7M4 a été évacuée en décembre 2024 mais refusée par le prestataire de traitement pour manque capacitaire. Elle a été traitée en 2025 (avec une autre benne) sous le n° BSD-20250205-K52JM2FG2. Elle a bien été intégrée dans le PGS 2024 qui est donc correct mais oubliée dans GEREPE.

- 2023 = 214.147 t/an dans les deux déclarations

<ul style="list-style-type: none"> 2022 = 350.138 t/an dans les déchets solvantés sur GEREPE contre 279.038 t/an dans le PGS. L'exploitant indique qu'une part de l'écart correspond aux boues évacuées de la fosse de relargage (opération de nettoyage) enregistrées sous le code déchet 08 01 19* (écart de 10 120kg). Mais cela n'explique pas la totalité de l'écart constaté. 2021 = 190.21t/an dans les déchets solvantés sur GEREPE contre 160.515 t/an dans le PGS
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Une analyse doit être réalisée sur chaque type de déchet afin de quantifier la part de solvant présente.</p> <p>En cas de changement de process, l'exploitant doit refaire une analyse pour vérifier que ce changement n'a pas d'impact sur la quantité de solvant présente dans les déchets. Au regard des changements réalisés sur les matières (changement de fournisseur) et le process, une nouvelle analyse est nécessaire sur les boues de peinture.</p> <p>L'exploitant doit améliorer le suivi de ses déchets et vérifier ses calculs car il ne devrait pas y avoir de différence entre la déclaration des déchets solvantés dans GEREPE et celle figurant dans le PGS.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 12 : Conformité du plan de gestion des solvants-O7

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée [...]</p> <p>O7 : Solvants organiques, à l'état pur ou dans des mélanges, qui sont vendus ou sont destinés à la vente en tant que produits ayant une valeur commerciale.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant estime ce flux à O7=0, ses produits ne contenant pas de solvants.</p> <p>Sans remarque de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Conformité du plan de gestion des solvants-O8

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée [...]</p> <p>O8 : Solvants organiques contenus dans des mélanges, récupérés en vue d'une réutilisation, mais non utilisés à l'entrée de l'unité, à condition qu'ils ne soient pas comptés dans O7.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique récupérer la quasi totalité du solvant utilisé pour le nettoyage (des pots métalliques, des robots et des conduites de la chaîne de peinture). Ces solvants sont récupérés par le fournisseur et régénérés en externe. Ces déchets sont comptabilisés et déclarés sous le code 14 06 03* (2024) et 07 02 04* (les années précédentes) dans GEREPE.</p> <p>Les quantités déclarées dans le PGS et dans la déclaration des déchets de GEREPE sont égales.</p> <p>La présence de GRV de solvants souillés (reconnaissables à leur teinte noire) a bien été constatée lors de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 14 : Conformité du plan de gestion des solvants-O9

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.a</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Détermination et quantification complètes des entrées et sorties de solvants organiques pertinents, y compris l'incertitude associée [...]</p> <p>O9 : Solvants organiques libérés d'une autre manière.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant estime ce flux à O9=0.</p> <p>Sans remarque de la part de l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : Conformité du plan de gestion des solvants-Système de suivi

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.b</p>
--

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Mise en œuvre d'un système de suivi des solvants organiques Un système de suivi des solvants organiques permet de contrôler à la fois les quantités utilisées et les quantités non utilisées de solvants organiques (par exemple, par pesage des quantités non utilisées renvoyées au stockage à partir de la zone d'application).
Constats : L'exploitant déclare disposer d'un système de suivi des solvants au niveau de la chaîne de peinture. Son système lui permet de suivre la consommation de solvant par robot et de la comparer à la production de manière à repérer rapidement toute anomalie. Les achats et les stocks sont également suivis. Une fois les peintures/vernis préparés, tout le reste du process est automatisé. Il n'y a pas de retour de solvants vers le stock. Les éléments d'information sont dispersés. Il n'y a pas de document écrit détaillant l'ensemble des actions mises en place pour suivre les solvants. L'inspection a permis de vérifier le fonctionnement automatisé de la distribution des peintures et solvants (sans retour de solvants vers les stocks).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est recommandé de rédiger une procédure détaillant l'ensemble des actions mises en place pour suivre les solvants. Cette procédure pourrait utilement intégrer le PGS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Conformité du plan de gestion des solvants-Suivi des modifications

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 4.4.c
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : Suivi des modifications susceptibles d'avoir une incidence sur l'incertitude des données relatives au plan de gestion des solvants Toute modification susceptible d'avoir une incidence sur l'incertitude des données relatives au plan de gestion des solvants est consignée, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les dysfonctionnements du système de traitement des effluents gazeux : la date et la durée de l'incident sont consignés ; • les changements susceptibles d'avoir une incidence sur les débits de gaz et d'air, par exemple le remplacement de ventilateurs, de poulies de transmission, de moteurs; la date et le type de changement sont consignés.
Constats :

L'exploitant indique suivre dans son PGS les principales évolutions/modifications/incidents impactant la gestion des solvants et le rejet des COV.

Les derniers PGS indiquent ainsi :

- 2021
 - Poursuite des actions organisationnelles : limiter le nombre de changement de teintes
 - Poursuite de la régénération des solvants souillés
 - Optimisation des cycles de rinçage
- 2022
 - Optimisation des cycles de rinçage sur le vernis (mise en place d'émulsionneur pour améliorer les rinçages et la consommation)
 - Poursuite des actions organisationnelles : le passage en 3x8 va permettre de supprimer les rinçages de démarrage et arrêt, mise en place d'émulsionneur réalisée sur robots vernis 1 et 2
- 2023
 - Optimisation des cycles de rinçage sur le vernis (mise en place d'émulsionneur pour améliorer les rinçages et la consommation)
 - Poursuite des actions organisationnelles : le passage en 3x8 va permettre de supprimer les rinçages de démarrage et arrêt
 - Mise en place émulsionneur réalisée sur V1 et V2
- 2024
 - Mise en place d'émulseur sur les robots base 1 et 2 (Réduction de 17% de la consommation)
 - Changement de fournisseur de solvant > analyse extrait sec > résultat 3.4%
 - Détection et réparation d'une fuite dans le système de récupération des solvants souillés du base 2

Ces actions ont permis de réduire la quantité de solvants consommés et la quantité de COV rejetés:

Entre 2022 et 2024, baisse de l'utilisation et des rejets de solvants d'environ 25%.

La traçabilité assurée dans les PGS n'est pas suffisamment précise pour considérer que la prescription est respectée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient de poursuivre les actions visant à limiter la consommation de solvants organiques et à diminuer les émissions de COV, notamment les émissions diffuses qui représentent plus de 90% des émissions totales du site selon le PGS 2024.

Il convient de mettre en place un suivi plus précis et de dater précisément des évolutions/modifications/incidents impactant la gestion des solvants et le rejet des COV.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 17 : Surveillance des émissions dans les gaz résiduels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 2.9.2
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.</p> <p>Poussières une fois par an</p> <p>COVT : une fois tous les 3 ans dans le cas d'un flux maximal de COVT inférieur à 0,1 kg C/h, ou d'un flux maximal de COVT sans dispositif de réduction inférieur à 0,3 kg C/h</p> <p>Une fois par an pour toute cheminée avec un flux de COVT < 10 kg C/h</p> <p>En continu pour toute cheminée avec un flux de COVT ≥ 10 kg C/h</p>
Constats : <p>L'exploitant indique surveiller ses émissions canalisées une fois par an.</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier rapport d'analyses qui date du 19/03/2024 et a été réalisé par DEKRA.</p> <p>DEKRA est bien accrédité pour la réalisation de ces mesures.</p> <p>Dans le dernier rapport, les rejets ont été mesurés sur les émissaires et les paramètres suivants:</p> <ul style="list-style-type: none">• Event local peinture :<ul style="list-style-type: none">◦ Température des gaz,◦ vitesse des gaz (débit des gaz secs),◦ COVT = concentration sur gaz sec◦ et flux horaire• Extraction fosse peintures :<ul style="list-style-type: none">◦ Température des gaz,◦ vitesse des gaz (débit des gaz secs),◦ COVT = concentration sur gaz sec et flux horaire• Sortie incinérateur aval :<ul style="list-style-type: none">◦ Température des gaz,◦ vitesse des gaz (débit des gaz secs),◦ O2= concentration du gaz sec,◦ CO2=concentration sur gaz sec et flux horaire,◦ CO=concentration sur gaz sec et flux horaire,◦ NOx=concentration sur gaz sec et flux horaire,◦ COVT=concentration sur gaz sec et flux horaire,◦ CH4=concentration sur gaz sec et flux horaire,◦ COV NM=concentration sur gaz sec et flux horaire,◦ poussières=<ul style="list-style-type: none">▪ température des gaz,▪ débit des gaz secs,▪ teneur en vapeur d'eau,▪ vitesse des gaz,

- concentration sur gaz sec
 - flux horaire
- Amont incinérateur :
 - Température des gaz, vitesse des gaz (débit des gaz secs),
 - O₂= concentration du gaz sec,
 - CO₂=concentration sur gaz sec et flux horaire,
 - CO=concentration sur gaz sec et flux horaire,
 - NO_x=concentration sur gaz sec et flux horaire,
 - COVT=concentration sur gaz sec et flux horaire,
 - CH₄=concentration sur gaz sec et flux horaire,
 - COV NM=concentration sur gaz sec et flux horaire,
 - poussières=
 - température des gaz,
 - débit des gaz secs,
 - teneur en vapeur d'eau,
 - vitesse des gaz,
 - concentration sur gaz sec
 - et flux horaire

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Respect des VLE-Total des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 3.2.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE – émissions totales

Prescription contrôlée :

L'exploitant respecte, pour les émissions totales annuelles, les valeurs limites d'émissions suivantes :

Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	Revêtement de surfaces en matière plastique	kg de COV par kg d'extraits secs utilisés	0,3 (moyenne annuelle)
--	---	---	------------------------

Constats :

Dans GERE, l'exploitant déclare une activité "Industrie de revêtement de véhicules". C'est inexact, cette activité visant la peinture de véhicules entiers.

L'activité de l'installation est une activité de "revêtement de pièces plastiques". Les VLE applicables sont définies dans le point 3.2 revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques de l'arrêté ministériel du 03/02/2022.

Dans le dossier de réexamen de 2022, le choix de l'exploitant concernant la VLE respectée n'est pas clairement établi (VLE émissions totales ou VLE émissions canalisées et diffuses).

Enfin, le PGS 2024 ne donne pas la masse d'extraits secs de solvant utilisés. Les rejets ne peuvent

pas être comparés à la VLE s'appliquant au total des émissions.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à indiquer l'activité correspondant aux "autres revêtement, y compris le revêtement de métaux, de plastiques..."

L'exploitant doit se positionner clairement sur la VLE qu'il doit respecter :

- total des émissions
- ou concentration des émissions canalisées et pourcentage des solvants consommés pour les émissions diffuses.

Si l'exploitant décide d'appliquer la VLE "total des émissions", celle-ci est applicable à compter du 09/12/2024. Le PGS 2025 devra donc démontrer le respect de cette VLE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 19 : Respect des VLE-Emissions canalisées et émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 3.2.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE en sortie de concentrateur

Prescription contrôlée :

Si l'exploitant ne met pas en place les dispositions du 3.2.1.1, il respecte simultanément les valeurs limites suivantes :

- pour les émissions diffuses de COV :

Emissions diffuses de COV calculées d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	10 (moyenne annuelle)
---	---	-----------------------

- pour les émissions de COV dans les gaz résiduels :

COVT (mg C/Nm3)	20 mg/Nm3 (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
	35 mg/Nm3 en cas d'utilisation de techniques permettant de réutiliser/recycler le solvant organique récupéré
	5 mg/Nm3 si utilisation d'une technique de

Constats :

Dans GERE, l'exploitant déclare une activité "Industrie de revêtement de véhicules". C'est inexact, cette activité visant la peinture de véhicule entier.

L'activité de l'installation est une activité de "revêtement de pièces plastiques". Les VLE applicables sont définies dans le point 3.2 revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques de l'arrêté ministériel du 03/02/2022.

Dans le dossier de réexamen de 2022, le choix de l'exploitant concernant la VLE respectée n'est pas clairement établi.

Le PGS 2024 compte dans les rejets canalisés : les rejets de l'incinérateur aval et les rejets de la fosse de relargage peinture.

Selon le PGS 2024 :

- le taux d'émissions diffuses est de 16,5 % (VLE à 10%)
- la concentration de COV NM au niveau de l'incinérateur aval est de 34 mg/NM3 (VLE à 20 mg C/Nm3)
- la concentration de COV NM au niveau de la fosse peinture est de 58 mg/NM3 (VLE à 20 mg C/Nm3)

Ainsi si les VLE avaient été applicables en 2024, l'installation ne les auraient pas respectées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit veiller à indiquer l'activité correspondant aux "autres revêtement, y compris le revêtement de métaux, de plastiques..."

L'exploitant doit se positionner clairement sur la VLE qu'il doit respecter :

- total des émissions
- ou concentration des émissions canalisées et pourcentage des solvants consommés pour les émissions diffuses.

Si l'exploitant choisit de respecter les VLE "émissions canalisées et émissions diffuses), celles-ci sont applicables à partir du 9 décembre 2024. Le PGS 2025 devra donc démontrer le respect de ces VLE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 20 : Respect des VLE-Traitement thermique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 3.2.1.3		
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE en sortie de système de traitement thermique		
Prescription contrôlée :		
Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :		
NOx	mg équivalent NO2/Nm3	100 mg/Nm3 (non applicable si composé azotés dans les effluents)
CO	mg/Nm3	100 mg/Nm3
COVT	mg C/Nm3	20 mg/Nm3

Constats :
<p>Dans GEREP, l'exploitant déclare une activité "Industrie de revêtement de véhicules". C'est inexact, cette activité visant la peinture de véhicule entier.</p> <p>L'activité de l'installation est une activité de "revêtement de pièces plastiques". Les VLE applicables sont définies dans le point 3.2 revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques de l'arrêté ministériel du 03/02/2022.</p> <p>L'exploitant utilise un incinérateur pour traiter les effluents gazeux de la chaîne de peinture (cabines de peinture et étuve).</p> <p>Les dernières mesures disponibles transmises par l'exploitant ont été réalisées le 19/03/2024 par DEKRA.</p> <p>DEKRA est bien accrédité pour la réalisation de ces mesures.</p> <p>Les résultats des mesures sont les suivants : NOx=5,5mg/Nm3 CO = 85mg/Nm3 COV NM= 34mg/Nm3 Ainsi si ces VLE avaient été applicables, l'installation n'aurait pas respecté la VLE pour les COV NM.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit veiller à indiquer l'activité correspondant aux "autres revêtement, y compris le revêtement de métaux, de plastiques..."

Cette VLE est applicable depuis le 9 décembre 2024. Le PGS 2025 devra donc démontrer le respect de cette VLE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 21 : Respect des VLE-Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article Annexe point 3.2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE – poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant respecte, pour les émissions de poussières, la valeur limite d'émission suivante : Poussières / application par pulvérisation / mg/Nm3 / 3 (moyenne journalière ou moyenne sur la période d'échantillonnage)
Constats : Dans GEREP, l'exploitant déclare une activité "Industrie de revêtement de véhicules". C'est inexact, cette activité visant la peinture de véhicule entier. L'activité de l'installation est une activité de "revêtement de pièces plastiques". Les VLE applicables sont définies dans le point 3.2 revêtement d'autres surfaces métalliques et plastiques de l'arrêté ministériel du 03/02/2022. Les mesures de poussières sont réalisées sur l'incinérateur qui traite les effluents gazeux de la chaîne de peinture (cabines de peinture et étuve). Les dernières mesures disponibles transmises par l'exploitant ont été réalisées le 19/03/2024 par DEKRA. DEKRA est bien accrédité pour la réalisation de ces mesures. Les résultats des mesures sont les suivants : Poussières=0,93mg/Nm3 Ainsi l'installation respecte déjà cette VLE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit veiller à indiquer l'activité correspondant aux autres revêtements, y compris le revêtement de métaux, de plastiques...
Type de suites proposées : Sans suite

N° 22 : Respect des VLE-APC 2008

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/12/2008, article article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des VLE
Prescription contrôlée :

<p>Valeurs limites d'émission :</p> <p>Cas général:</p> <p>-La valeur limite d'émissions de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 50mg/m³ pour les séchages et de 75mg/m³ pour l'application.</p> <p>-Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépassée 20 % de la quantité de solvants utilisés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le PGS 2024 compte dans les rejets canalisés : les rejets de l'incinérateur aval et les rejets de la fosse de relargage peinture.</p> <p>Selon le PGS 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le taux d'émissions diffuses est de 16,5 % • la concentration de COV NM au niveau de l'incinérateur aval est de 34 mg/NM3 • la concentration de COV NM au niveau de la fosse peinture est de 58 mg/NM3 <p>L'exploitant indique appliquer la VLE pour les séchages à l'incinérateur et la VLE pour l'application à la fosse peinture.</p> <p>Durant l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'en 2008, l'étuve avait son propre émissaire. Il a été supprimé depuis et les émissions ont rejoint celles des cabines de peinture.</p> <p>Le rejet spécifique de l'étuve ayant été supprimé, la VLE relative au séchage ne s'applique plus sur ce point.</p> <p>Les rejets du séchage ayant été mélangés aux rejets de l'application, c'est la VLE la plus contraignante qui s'applique à l'incinérateur soit la VLE du séchage (50mg/Nm3).</p> <p>En absence de VLE spécifique pour les rejets de la fosse peinture, ceux-ci sont à inclure dans les rejets diffus. Le taux d'émissions diffuses passe à 16,9 % (VLE à 20 %).</p> <p>En conséquence, l'installation respecte les VLEs imposées par l'arrêté préfectorale de 12/12/2008.</p> <p>A noter qu'à compter du 09/12/2024, ces VLE ne sont plus applicables. Ce sont celles de l'arrêté ministériel du 03/02/2022 qui doivent être respectées. Le PGS 2025 devra en tenir compte. Une mise à jour de l'arrêté préfectoral pourrait être utile.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>N° 23 : Plan de gestion des solvants-APC 2008</p>
<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/12/2008, article article 3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. L'exploitant transmet annuellement ce plan à l'inspection des Installations Classées et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
<p>Constats :</p> <p>Comme constaté dans les points précédents, l'exploitant réalise bien un PGS qu'il transmet tous les ans à l'Inspection des Installations Classées via GEREPE. Néanmoins, ce PGS est incomplet. Pour chaque flux, l'exploitant doit préciser la manière dont sont réalisés les calculs (estimations, mesures...), expliquer les choix réalisés (décision de négliger certaines entrées ou sorties), évaluer la précision des informations déclarées. Il doit aussi clairement se comparer aux VLE qui lui sont imposées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le PGS est à compléter.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois